

Finances publiques: Boussaid fait le bilan

Par [Sanae El Asrawi](#) le 16/03/2016 à 00h42 (mise à jour le 16/03/2016 à 01h31)

© Copyright : Brahim Taougar - Le360

Kiosque360. La croissance économique s'accélère, notamment grâce au secteur agricole, et l'import-export s'en sort plutôt bien. Les détails.

Les premiers résultats de l'année 2015 sont tombés. Les résultats des comptes nationaux font ressortir une accélération de la croissance économique à 4,8%, alors que la loi de finances prévoyait 4,4%, après 2,4% en 2014. Une évolution principalement due à la bonne performance du secteur agricole, le rythme d'accroissement des activités non agricoles demeurant modeste. C'est en tout cas se qui se dégage de la note de conjoncture réalisée par la Direction du Trésor et des finances extérieures, une note qui a permis au ministre des Finances, Mohamed Boussaid, de tirer un premier bilan.

La belle performance du secteur agricole a été marquée par la réalisation d'une récolte céréalière record (115 M.qx contre 69 M.qx en 2014). Cela dit, souligne Aujourd'hui le Maroc dans son édition du 16 mars, le niveau de croissance des autres secteurs d'activités reste faible, malgré le rétablissement de certains secteurs vitaux tels que le bâtiment et travaux publics, avec une hausse de 1,4% des ventes de ciment, pour la première fois en trois ans.

Le secteur extérieur a, quant à lui, poursuivi la progression entamée en 2013, avec une nouvelle réduction de 3,7 points du PIB du déficit du compte courant de la balance des paiements à près de 2% du PIB en 2015. Une amélioration qui résulte essentiellement de l'allègement du déficit commercial (atténuation de 34,9 milliards de DH), la bonne performance à l'export de l'OCP et la réduction de la facture énergétique.

Du côté des finances publiques, le déficit budgétaire colle parfaitement aux prévisions de la loi de finances pour s'établir à 4,3% du PIB, après 4,6% en 2014. Une maîtrise rendue possible par la forte baisse de charge de la compensation. Les recettes ordinaires, quant à elles, hors TVA et bénéficiant aux collectivités locales, se sont établies à 211,2 milliards de DH. Une baisse de 3,8 milliards de DH par rapport à l'année 2014.

Autre point positif: l'inflation est encore maîtrisée, malgré une accélération à 1,6% contre 0,4% en 2014. Enfin, l'économie marocaine a créé 33.000 postes d'emplois additionnels (contre 21.000 en 2014), dont 29.000 en milieu urbain. Le taux de chômage s'est d'ailleurs amélioré de 0,2 point pour revenir à 9,7%.